

REFERENCES

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

AR-DSP-2026-461

Arrêté concernant l'interdiction d'utiliser des eaux souterraines à des fins sanitaires par les détenteurs de captages sur une partie du territoire de la commune de Villeurbanne (établissement Chevalier)

LE MAIRE DE VILLEURBANNE

vu : Le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

vu : Le Code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants relatifs à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

vu : Le Code de l'environnement, article L.211-5 ;

vu : Le rapport de contrôle de l'inspection des installations classées réf. UD-R-CTESSP-21-280-FV du 13 septembre 2021 concernant le site Ets CHEVALIER (ex-SAFIR) sis 38 rue Poizat à Villeurbanne (localisation sur carte annexée au présent arrêté) ;

vu : L'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2024-30 du 20 février 2024 portant création de secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le Rhône ;

vu : Le rapport d'expertise, réalisé par le bureau d'études ERM, de modélisation de transfert potentiel des hydrocarbures à l'aval du site en date du 13 janvier 2022 ;

vu : L'approche sanitaire dans la modélisation de transfert d'éventuels hydrocarbures à l'aval du site du 31 mars 2023 ;

vu : Le courrier de la Préfète du Rhône à monsieur le Maire de Villeurbanne en date du 7 juillet 2023 demandant par principe de précaution la restriction de l'usage des eaux souterraines (boisson, préparation des repas et lavage de la vaisselle, toilette du corps et lavage du linge, arrosage des espaces verts, jardins potagers et remplissage des piscines) par les détenteurs de captages ;

CONSIDERANT : la présence d'une phase flottante d'hydrocarbures au toit de la nappe souterraine des couloirs de l'Est lyonnais ;

CONSIDERANT : que cette situation représente un danger potentiel pour la santé des usagers de captages sur ce secteur ;

CONSIDERANT : qu'il y a lieu de prendre les mesures de police dictées par les circonstances et d'adapter le périmètre de restriction des usages pour les eaux souterraines ;

SUR : proposition de la Préfète du Rhône ;

DIRECTION GÉNÉRALE
ANIMATION ET VIE SOCIALE

DIRECTION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE

accueil

27 rue Paul-Verlaine

standard 04 78 03 67 73

adresse postale

mairie de villeurbanne

service sante environnementale

cs 65051

69601 villeurbanne cedex

standard 04 78 03 67 67

vos démarches en ligne

www.villeurbanne.fr

ARRETE

ARTICLE 1

Est ordonné l'interdiction d'utiliser les eaux souterraines à des fins sanitaires (boisson, préparation des repas et lavage de la vaisselle, toilette du corps et lavage du linge, arrosage des espaces verts, jardins potagers et remplissage des piscines) par les détenteurs de captages (puits, forage ou autre dispositif permettant de prélever de l'eau souterraine), sur la zone définie sur la carte annexée au présent arrêté.

Les usages cités précédemment sont possibles si les eaux proviennent du réseau d'eau potable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera porté à la connaissance des administrés par affichage en mairie. Le présent arrêté sera notifié par courrier aux propriétaires des parcelles cadastrales suivantes :

- CI 161, CI 164, CI 248, CI 251 à 254 ;
- CL 35 à 46, CL 134 à 136, CL 161 à 167, CL 169, CL 172 et 173, CL 192, CL 195, CL 200 et 201, CL 205 à 207, CL 215 et 216, CL 219, CL 244, CL 290 et 291, CL 299 à 302, CL 308, CL 363 à 365, CL 368, CL 401 à 404 et CL 407 à 412 ;

ARTICLE 3

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, et sans préjudice du recours gracieux qui s'exerce dans le même délai, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03) ou être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » (accessible par le site internet www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 4

Le maire de Villeurbanne et la directrice de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera faite à madame la Préfète du Rhône, à monsieur le Directeur de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et à monsieur le directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Villeurbanne, le 13 OCT. 2026

Cédric Van Styvendael